

ANNEXE II

CAHIER DES CHARGES

AUDIT DES TRAVAUX ROUTIERS DU PROJET "MODERNISATION DU RESEAU ROUTIER A MADAGASCAR"

Code de référence: AA-000931-001 (TA2017165 MG IF3)

TABLE DES MATIERES

1.	INFORMATIONS GÉNÉRALES	4
1.1	Pays partenaire et Promoteur	4
1.2	Pouvoir adjudicateur et mandat/facilité/programme	4
1.3	Éléments d'information utiles concernant le pays partenaire	4
1.4	Situation actuelle dans le secteur concerné	5
1.5	Programmes liés et autres activités des bailleurs de fonds.....	5
2.	OBJECTIFS ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS	6
2.1	Objectif général	6
2.2	Object.....	7
2.3	ifs spécifiques	7
2.4	Résultats à atteindre par le contractant	7
3.	RÉSULTAT 4 : HYPOTHÈSES & RISQUES	7
3.1	Hypothèses qui sous-tendent la mission	7
3.2	Risques	7
4.	CHAMP D'INTERVENTION.....	8
4.1	Généralités.....	8
4.2	Gestion de l'opération	11
5.	LOGISTIQUE ET CALENDRIER.....	12
5.1	Lieu du projet	12
5.2	Date de début et période mise en œuvre	13
6.	BESOINS.....	13
6.1	Ressources humaines	13
6.2	Voyages et coûts annexes.....	14
6.3	Bureaux.....	15
6.4	Installations et équipement mis à disposition par le Consultant.....	15
6.5	Bien d'équipement	15
7.	RAPPORTS ET LIVRABLES.....	15
7.1	Rapports obligatoires	15
7.2	Présentation et approbation des rapports	17
7.3	Exigences de visibilité	18
8.	SUIVI ET ÉVALUATION	18
9.	ANNEXES.....	18
	ANNEXE 1 – STRUCTURE DE GESTION DU PROJET	20
	ANNEXE 4 – INDICATEURS DU PROJET	21

ACRONYMES

ACP	pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique
AFD	Agence Française de Développement
APD	Avant-Projet Détaillé
AR	Agence routière
ARM	Autorité Routière de Madagascar
AT	Assistance Technique
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BEI	Banque Européenne d'Investissement (la Banque)
BBM	Béton Bitumineux Mince
BBSG	Béton Bitumineux Semi-Grenu
CBR	Californian Bearing Ratio
CPCM	Sélection des Prestataire de services et Gestions des Contrats
CPT	Cahiers de Prescription Technique
DAO	Dossier d'appel d'offre
DGD	Direction Générale des Douanes
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
E&S	Environnemental & Social
ETP	Equivalent Temps Plein
FED	Fond Européen de Développement
FSD	Fond Saoudien pour le Développement
FER	Fonds d'Entretien Routier
HIMO	Haute Intensité de Main d'Oeuvre
IFI	Institutions Financières Internationales
MdS	Mission de Supervision
OFID	OPEC Fund for International Development (Fonds OPEP pour le développement international)
PAPs	Personnes affectées par le projet
PAR	Plans d'Action de Réinstallation
PGES	Plans de Gestion Environnementale et Sociale
PND	Plan National de Développement
PRI	Plans de Réinstallation
PSA	Evaluation de la sécurité des piétons (Pedestrian Safety Assessment)
PTOM	Pays et Territoires d'Outre-Mer
PUPIRV	Projet d'Urgences pour la Préservation des Infrastructures et la Réduction de la Vulnérabilité
RER	Redevance pour l'Entretien Routier
RN	Route Nationale
RNT	Route Nationale Troçon temporaire
RSA	Vérification de la sécurité routière (Road Safety Audit)
RSIA	Evaluation des incidences sur la sécurité routière (Road Safety Impact Assessment)
TdR	Termes de Référence
TMJA	Trafic moyen journalier annuel

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

1.1 Pays partenaire et Promoteur

Le pays bénéficiaire est le Gouvernement de la REPUBLIQUE DE MADAGASCAR et le Promoteur est l'AGENCE ROUTIERE DE MADAGASCAR (Agence Routière ou AR), qui a succédé en 2019 à l'AUTORITE ROUTIERE DE MADAGASCAR. L'AR est sous la tutelle technique et administrative du Ministère chargé des Travaux Publics, sous la tutelle financière du Ministère chargé des Finances et sous la tutelle comptable du Ministère chargé de la Comptabilité Publique. L'AR a pour mission la mise en œuvre des travaux de construction financés par les bailleurs de fonds extérieurs ainsi que la maintenance et l'exploitation d'une partie du réseau routier de Madagascar.

Les ressources de l'AR, dans le cadre du suivi des projets d'investissements, proviennent essentiellement d'une dotation budgétaire de l'Etat. Des appuis lui sont aussi octroyés par certains bailleurs de fonds sous forme d'aide directe ou de mise à disposition d'assistance technique. L'organisation de l'AR n'est pas encore finalisée. L'ensemble du patrimoine de l'Autorité Routière de Madagascar ainsi que les contrats conclus par l'Autorité Routière de Madagascar sont en cours de transfert à l'Agence Routière.

1.2 Pouvoir adjudicateur et mandat/facilité/programme

La BEI est l'Autorité Contractante
Banque Européenne d'Investissement
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950, Luxembourg
Grand-Duché du Luxembourg

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) est la banque de l'Union Européenne (UE), établie en 1958 par le Traité de Rome et existe maintenant dans le cadre du Traité de fonctionnement de l'Union européenne. Les actionnaires de la BEI sont les 28 états membres. Bien que les activités principales de la Banque se concentrent en Europe, la BEI est un partenaire actif du financement du développement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP) depuis 1963 et dans les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) depuis 1968. La BEI soutient la politique extérieure et la politique de développement de l'UE.

À l'heure actuelle, la BEI opère dans ces régions dans le cadre de l'Accord de partenariat ACP-UE et de la Décision d'association outre-mer. Les financements accordés à ce titre sont octroyés sur les **ressources budgétaires des États membres** de l'UE, ainsi que sur les **ressources propres de la BEI**.

Dans ce cadre, la BEI est chargée de la gestion de la **Facilité d'investissement**, qui répond aux besoins de financement de projets d'investissement entrepris dans ces régions au moyen d'un large éventail d'instruments financiers souples avec prise en charge du risque, tels que les prêts subordonnés, les apports de fonds propres et de quasi-fonds propres, les garanties et, dans certains cas particuliers, les bonifications d'intérêts.

L'article 3 de l'Annexe II prévoit en outre que **le budget alloué aux bonifications d'intérêts peut être utilisé, à concurrence de 15%, pour soutenir l'assistance technique relative à des projets réalisés dans des pays ACP.**

1.3 Éléments d'information utiles concernant le pays partenaire

Madagascar, avec une population de 23 millions d'habitants, est une île située dans la partie occidentale de l'Océan Indien. C'est un pays à vocation agricole où 80 % de la population sont des agriculteurs. Il dispose d'atouts importants de par la variété de ses climats et d'importantes ressources naturelles et minières. Cependant, compte tenu des effets des crises politiques qui se sont succédées, le pays reste pauvre, 82% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (données Banque Mondiale 2014)

La dernière crise politique de 2009 qui a duré cinq ans a eu un impact très sévère sur le développement socio-économique du pays, dans la mesure où durant cette période l'Aide Publique au Développement a été suspendue, le budget de l'état a été fortement réduit et les activités économiques se sont ralenties. Les conséquences en sont que, pour les routes, l'entretien n'a pas pu être effectué correctement, les ressources du Fonds d'Entretien Routier (FER) ayant chuté de 66% entre 2009 et 2013. D'autre part, les services sociaux de base se sont également dégradés, la malnutrition et la sécurité alimentaire notamment en zones rurales se sont amplifiées, le taux de chômage notamment en zone urbaine s'est fortement accru à cause de la fermeture des usines, et le pouvoir d'achat des malgaches s'est fortement dégradé.

Suite aux élections présidentielles et législatives reconnues unanimement par les partis politiques nationaux et la communauté internationale, le pays entre actuellement dans une période post-crise et de relance.

1.4 Situation actuelle dans le secteur concerné

Le secteur des transports et le sous-secteur route ont fortement souffert de ces cinq années de crise politique (2009/2013). Le déficit des moyens consacrés à l'entretien a conduit à une forte dégradation du réseau routier, avec pour principales conséquences un allongement du temps de déplacement, une augmentation des frais de transport, une réduction de l'accès aux services sociaux de bases, un accroissement des accidents, l'enclavement de certaines régions devenues inaccessibles ainsi que l'accroissement de l'insécurité.

Au niveau de l'entretien routier, les ressources du Fonds d'Entretien Routier (FER) constituées principalement de la RER ont chuté de 66% entre 2009 et 2013. Avec cette insuffisance de moyens, le FER n'arrive plus à financer correctement les travaux d'entretien des routes nationales (RN). Sur les 2.800 km de RN classées « en bon état » en 2008, il n'en restait plus que 1.000 km environ en 2015.

En ce qui concerne les problèmes de surcharge des camions, l'Etat par l'intermédiaire de l'ARM met en œuvre des actions visant à limiter ces surcharges. Un dispositif de contrôle des charges a été mis en place : pour les RNP 2 et RNP 4 (stations de pesage fixes) ainsi que pour la RNP 6 et la RNP 7 (stations de pesage mobiles).

L'affaiblissement des ressources du pays, face à l'urgence des besoins, rend nécessaire l'aide de la communauté internationale. Ainsi, la BEI et l'Union Européenne, prévoient un vaste programme de réhabilitation des routes prioritaires par le biais d'un système de co-financement.

1.5 Programmes liés et autres activités des bailleurs de fonds

Les projets d'infrastructures de transports en cours ou prévues des principaux bailleurs de fonds (Union Européenne/BEI, Banque Mondiale, BAD, BADEA, AFD) sont les suivants :

✓ Pour la BEI :

- Réhabilitation de la RNP 6 entre Diego-Suarez/Antsiranana et Ambanja ainsi que de la RNS 13 entre Taolagnaro/Fort Dauphin et Ambovombe pour un linéaire total des deux projets de 348 km. Le présent marché est lié à cette réhabilitation.
- Financement d'une Assistance Technique au Maître d'ouvrage délégué (ARM) pour **sui**ivre appuyer l'AR dans la préparation des dossiers, les démarches et activités relatives à la passation des marchés y compris le suivi technique et financière des chantiers routiers cofinancés par la BEI et le FED.
- La construction de la rocade d'Antananarivo, en cofinancement avec l'AFD et le FED
- Le programme de reconstruction post-catastrophe (principalement constitué de réhabilitation de routes à Antananarivo);

✓ Pour l'Union Européenne :

- Remise en état de la RNT 12A (**Vangaindrano / Fort-Dauphin**) et d'une partie de la RNS 5 (Mananara - Maroantsetra) ainsi que des pistes rurales connexes en approche Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO) ;
- Réparation des dégâts climatiques (RNP 2, RNP 6, RNP 7, RNT 8, RNS 13, RNS 1, RNS1 bis, RNS 12, RNS 34, RNS 43, ligne de chemin de fer FCE, liste non exhaustive) ;
- Etudes de 5 axes routiers à Madagascar (étude de pré faisabilité et d'actualisation d'APD) des routes nationales RNS 5, RNS 5A, RNP 6, RNT12A et RNS 13.
- L'aménagement de 340 km route en terre rurale dans le Sud de l'Ile (projet ASARA, volet pistes rurales)

✓ Pour la Banque Mondiale :

Le Projet d'Urgences pour la Préservation des Infrastructures et la Réduction de la Vulnérabilité (PUPIRV) : réhabilitation de certaines sections des RNP 4 et des ponts (Kamoro, Betsiboka, Mahavavy et Mananjeba), mise aux normes du Port de Tamatave, construction de stations de pesage et appui à l'ARM

- ✓ Pour la BAD avec la contribution de l'OFID :

Aménagement en béton bitumineux d'un tronçon de 107 km de la RNT 9 (entre Toliara et Analamisampy) incluant les ponts de Befandriana du Sud et de Pomay (sur la RNS 35).

- ✓ Pour la BADEA et le FSD :

Réhabilitation des 51 km de la RNS 43 (25,56 Millions USD),

- ✓ Pour la BADEA et l'OFID :

Sur Sainte Marie, travaux de réhabilitation de la RNS 21 de 21 km; élargissement de la digue et amélioration du port.

- ✓ Pour les Fonds Arabes (BADEA, OFID, FSD, FKD, ABOU DHABI), la réhabilitation de la RNS 5 entre ~~Sonierana-Yvonge~~ Soanierana-Ivongo et Ivahibe est prévue sur 76 km.

- ✓ Le Fonds d'Entretien Routier (FER) actuellement renommé Fonds Routier

Le Fonds d'Entretien Routier, dans le cadre des conventions programmes liées à la campagne d'entretien, intervient également sur les RNT 12A et la RNS 5. Des réparations des ouvrages fragiles sur les RN (pont en bois, dalots simple et double) ainsi que le traitement de certains points noirs en empierrement ont été réalisés sur les Conventions Programmes.

1.5.1 Présentation du projet

Le Projet portera sur la modernisation de deux tronçons de routes nationales : i) la RNP6 entre le port d'Antsiranana (Diego Suarez) et Ambanja et ii) la RNS13 entre le port de Taolagnaro (Fort Dauphin) et Ambovombe.

Le plan de financement envisagé par l'Emprunteur pour le Projet est le suivant :

Ressources	Montant (en millions d'euros)	Part (en pourcentage (%))
Prêt BEI	110	46,71
Union Européenne (Don de l'Union Européenne dans le cadre de la facilité d'investissement pour l'Afrique (Africa Investment Facility – AIF))	115	48,83
République de Madagascar	4,8	2,04
BEI AT (Don pour l'Assistance Technique - Facilité d'investissement de Cotonou)	4,7	2,00
UE Études préalables	1,0	0,42
TOTAL	235,5	100%

Toutes les lignes de financement, sauf les contributions de la République de Madagascar et de l'UE concernant les Études préalables, sont gérées par la BEI.

La présente opération d'Assistance Technique concerne les audits périodiques du Projet et sera financée par la Facilité d'investissement de Cotonou.

Une autre opération d'assistance technique relative au Projet est actuellement en cours, il s'agit de l'Appui à la maîtrise d'ouvrage du projet « Modernisation du réseau routier à Madagascar », qui a débuté en Octobre 2018 pour une durée prévue de 46 mois. Cette opération d'assistance technique est également financée par la Facilité d'Investissement de Cotonou.

Les études complémentaires réalisées par Cowi/PPM sont maintenant terminées. Les appels d'offre pour les Travaux de réhabilitation ainsi que pour la Gestion, le contrôle et la surveillance des travaux de réhabilitation de la RNP6 sont en cours. Les appels d'offre relatifs à la RNS 13 seront lancé sous peu.

Le début des travaux sur la RNP6 est prévu pour le deuxième trimestre 2020 et le début des travaux pour la RNS 13 est prévu pour le troisième trimestre 2020 Des travaux d'urgence sur la RNP6 ont débuté fin 2018 et début quatrième trimestre 2019. Ils devraient être achevés dans les mois à venir.

2. OBJECTIFS ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS

2.1 Objectif général

L'objectif général de l'opération est de s'assurer, à travers ces audits périodiques et l'évaluation finale, que la mise en œuvre du Projet du point de vue technique, administratif, environnemental et social, etc. est conforme aux documents contractuels et aux bonnes pratiques internationales.

2.2 Objectifs spécifiques

L'objet de la mobilisation du Consultant a pour but:

- de s'assurer de la bonne mise en œuvre du PRI, du PGES, du bon fonctionnement des structures en place pour la mise en œuvre du projet ainsi que de la qualité des travaux et des services exécutés ;
- d'informer les bailleurs si les parties prenantes remplissent ou non leurs obligations découlant des accords de prêt et de don ;
- de s'assurer que le Promoteur réalise le projet conformément aux normes nationales et internationales en respectant les exigences liées aux financements de la BEI ;
- réaliser l'évaluation finale du projet en vérifiant que les indicateurs prévus dans les contrats ont été atteints.

2.3 Résultats à atteindre par le contractant

Les résultats à atteindre par le contractant sont les suivants :

- Résultat 1: vérifier la mise en œuvre du PRI pour garantir que les expropriations et les réinstallations respectent les exigences de la Banque et des documents contractuels, ainsi que les bonnes pratiques internationales ;
- Résultat 2: vérifier la mise en œuvre du PGES et que les entreprises attributaires respectent les normes environnementales et sociales exigées par la Banque et prévues dans les documents contractuels, ainsi que les bonnes pratiques internationales;
- Résultat 3: vérifier le fonctionnement des diverses parties prenantes du projet afin de s'assurer que tout est conforme aux attentes des documents contractuels et aux bonnes pratiques internationales;
- Résultat 4: vérifier que les travaux sont réalisés conformément aux spécifications techniques des marchés et que les missions de supervision assurent correctement les tâches qui leur sont dévolues
- Résultat 5: l'évaluation finale est réalisée conformément aux exigences des bailleurs de fonds (FED et BEI).

3. ~~RÉSULTAT 4~~: HYPOTHÈSES & RISQUES

3.1 Hypothèses qui sous-tendent la mission

Le succès de l'exécution du présent marché d'Assistance/**Audit** Technique se fonde sur les hypothèses énoncées ci-après :

- ✓ appui total et coopération du Promoteur et des principales parties prenantes durant la mise en œuvre de l'Assistance/**Audit** Technique, en particulier en fournissant les informations et documents nécessaires au Consultant;
- ✓ les travaux commencent et sont réalisés conformément au calendrier;
- ✓ les conditions de sécurité et sanitaires dans le pays concerné permettent au Consultant d'exécuter sa mission telle que requise (déplacements sur le terrain, etc.);

Le Consultant devra identifier, dans son offre technique, d'éventuelles hypothèses supplémentaires pouvant avoir des incidences importantes sur l'exécution du présent marché d'Assistance/ **Audit** Technique et proposer des mesures d'atténuation.

3.2 Risques

Une liste indicative des risques pour le succès de la mission est fournie ci-après.

- ✓ Le Consultant n'arrive pas à obtenir les informations essentielles nécessaires pour mener à bien ses audits ;
- ✓ La situation à Madagascar ne permet pas au Consultant de se déplacer sur le terrain et de rencontrer les interlocuteurs.

Le Consultant devra identifier, dans son offre technique, d'éventuels risques supplémentaires pouvant avoir des incidences importantes sur l'exécution du présent marché d'audit technique et proposer des mesures d'atténuation.

4. CHAMP D'INTERVENTION

4.1 Généralités

4.1.1 Description des audits demandés

Le Consultant devra vérifier que toutes les parties prenantes du projet exécutent, à leur niveau, correctement leurs tâches et obligations, en particulier :

- la mise en œuvre des Plans de Réinstallation (PRI) doit être conforme aux documents contractuels et aux bonnes pratiques internationales ;
- la mise en œuvre des Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) doivent être conformes aux documents contractuels et aux bonnes pratiques internationales ;
- la mise en œuvre du plan de sécurité routière doit être conforme à l'audit sur la sécurité routière qui a été réalisé ;
- la passation des marchés et la gestion des contrats de travaux et services sont conformes aux documents contractuels et aux bonnes pratiques internationales;
- les travaux exécutés et les services sont de bon niveau et de qualité adéquate, les non-conformités sont identifiées et traitées selon les conditions contractuelles, les montants facturés pour les travaux et les services reflètent la réalité des faits et sont conformes aux divers contrats conclus ;
- l'Emprunteur et le Promoteur remplissent leurs obligations en vertu des accords de don et de prêt.

4.1.2 Activités spécifiques

Le Consultant devra s'acquitter au minimum des activités suivantes :

Activité 1 : Audit concernant la mise en œuvre des PRI

Le Consultant vérifiera que la mise en œuvre des PRI exécutée par le Promoteur et les divers services de l'ETAT est conforme aux documents contractuels et aux bonnes pratiques internationales.

Il vérifiera en particulier que :

- ✓ le Promoteur a obtenu les dispositions dérogatoires aux textes sur l'indemnisation des personnes affectées par le projet (PAPs) ainsi que la mise à disposition du budget de mise en œuvre des PRI ;
- ✓ les personnes affectées par le projet sont ou ont été consultées pour l'approbation des PRI ;
- ✓ les résumés exécutifs du PRI ont été traduits en malgache afin que lors de la consultation publique, les personnes concernées puissent être informées sur leur contenu ;
- ✓ toutes les parties prenantes identifiées ont bien été consultées ;
- ✓ les préoccupations des personnes affectées par le projet et des parties prenantes ont été prises en considération;
- ✓ la mise en œuvre des PRI, dans leur globalité, respecte les normes environnementales et sociales de la BEI.
- ✓ le Promoteur a affecté les ressources nécessaires pour la bonne mise en œuvre des PRI, y compris via l'appui de l'assistance technique intitulée « Appui à la maîtrise d'ouvrage du projet « Modernisation du réseau routier à Madagascar » »;
- ✓ la gestion des plaintes des personnes affectées par les PRI est documentée et traitée par le Promoteur;
- ✓ l'indemnisation et la réinstallation involontaire sont effectives avant le démarrage des travaux dans les sections concernées.

Dans ses démarches, le Consultant devra analyser la documentation existante, rendre visite aux personnes affectées et interroger les parties prenantes, y compris des échantillons représentatifs des personnes affectées.

Activité 2 : Audit concernant la mise en œuvre des PGES

Le Consultant devra vérifier que la mise en œuvre des PGES est réalisée, sur le terrain, dans les règles et normes exigées dans les documents contractuels et les bonnes pratiques internationales. Le Consultant vérifiera en particulier que:

- ✓ les parties prenantes ont été consultées pour l'approbation des EIES ;
- ✓ les résumés exécutifs des PGES ont bien été traduits en malgache à temps afin que lors de la consultation publique, les personnes concernées puissent être informées sur son contenu;
- ✓ recommandera des modifications aux PGES ;

- ✓ la revue du plan global de gestion de l'environnement comptant entre autre un plan HSE (Hygiène, Santé et Environnement) a bien été effectué avant le démarrage des travaux ;
- ✓ le niveau d'appropriation du plan de gestion environnementale et sociale du projet par le Promoteur, les Missions de Supervision (MdS) et les entreprises est satisfaisant ;
- ✓ les mesures d'atténuation et de prévention des risques sont adéquates et que les indicateurs de suivi de ces mesures sont renseignés ;
- ✓ les responsables Environnemental et social (E&S) des MdS et des entreprises ont les compétences et les expériences indiquées dans les offres et que les Plans d'action environnementaux spécifiques proposés par les entreprises sont acceptables ;
- ✓ la périodicité des visites des responsables E&S des MdS et des entreprises sont acceptables par rapport aux problèmes rencontrés et à l'avancement des travaux ;
- ✓ le contenu des rapports de suivi des entreprises et ceux des MdS est conforme à la réalité ;
- ✓ à chacune de leurs missions, les MdS auront bien contrôlé tous les sites des travaux en cours, y compris les gites et emprunts des matériaux exploités par les entreprises afin de veiller à ce que :
 - en plus des autorisations préalables requises, les outils de gestion environnementale concernés sont disponibles et validés par les instances compétentes ;
 - pendant leur exploitation, soient bien prises en compte les recommandations environnementales faites dans les rapports précédents.
- ✓ les MdS chargés de vérifier le respect des bonnes pratiques sociales et de santé-sécurité (HSE) sur les chantiers ont donné leur avis sur les plans d'actions HSE proposés par les entreprises (y compris les déchets, eaux vives, sanitaires, balisage des chantiers, équipements de protection collective EPC, équipement de protection individuelle ou EPI, prévention des IST/SIDA, information des populations, etc) ;
- ✓ les MdS et les entreprises chargées des travaux ont bien veillé au respect de la réglementation du code du travail (contrats, salaire minimum d'embauche, prise en charge des maladies etc.).

Activité 3: Audit concernant le fonctionnement des structures de mise en œuvre du projet

Le Consultant vérifiera que les différentes structures intervenant dans ce projet sont efficaces et que leur niveau de compétence et de ressources humaines et matérielles permet une bonne exécution du projet.

En particulier le Consultant vérifiera que :

- ✓ la structure organisationnelle, avec un accent particulier sur les processus de décision et la mise en œuvre, est adéquate pour la réalisation du projet;
- ✓ la coopération entre les parties prenantes du projet (Promoteur, Ministère de tutelle, Emprunteur, municipalités, etc.) est efficace;
- ✓ les parties prenantes (Promoteur, Ministère de tutelle, Emprunteur, municipalités, etc.) disposent du personnel prévu en quantité et en qualité, ainsi que de moyens matériels et financiers suffisants pour mettre en œuvre le projet;

Activité 4 : audit concernant la qualité des travaux et des services exécutés

Le Consultant vérifiera que la qualité des travaux et des services exécutés est conforme aux documents contractuels.

Activité 4.1 : Concerne les activités des Missions de Supervision (MdS)

En particulier le Consultant vérifiera, pour chacune des MdS, que le chef de la MdS et ses collaborateurs ont respecté leur cahier des charges et les bonnes pratiques internationales en général et en particulier qu'ils :

- ✓ veillent à la coordination générale du chantier en vue d'assurer l'avancement des travaux en fonction du calendrier prévu et en minimisant les nuisances de chantier ;
- ✓ donnent les autorisations écrites pour tout commencement et reprise des opérations de mise en œuvre prévues au marché ;
- ✓ tiennent, vérifient et signent le journal de chantier régulièrement ;
- ✓ ont vérifié l'élaboration de toute solution technique alternative en vue de résoudre un problème nouveau qui pourrait s'être présenté;
- ✓ ont vérifié et approuvé tous les documents d'exécution, plans et notes de calcul du projet d'exécution présentés par l(es) entreprise(s) au fur et à mesure de l'avancement des travaux ;

- ✓ se sont assurés du respect des conditions administratives et techniques définies dans les marchés de travaux, de la provenance et de la qualité des matériaux ;
- ✓ ont contrôlé les plannings d'exécution fournis par l(es) entreprise(s) et demandé de les ajuster pour rester dans le délai contractuel en tenant compte de l'avancement des travaux ;
- ✓ ont contrôlé l'exécution et la mise en œuvre des travaux afin de vérifier leur conformité avec les documents du marché, les plans de détail, les spécifications techniques, etc.;
- ✓ ont vérifié que le matériel présent sur le chantier correspond au minimum à celui indiqué dans la soumission de l'entreprise et aux besoins du projet;
- ✓ ont rédigé les ordres de service nécessaires pour assurer le bon déroulement des travaux ou sanctionner l'entreprise en cas de défaillance ;
- ✓ ont vérifié la nature et la cadence des contrôles effectués par l'entreprise dans le cadre des spécifications techniques et du plan d'assurance qualité ainsi que l'établissement des attachements contradictoires avec l'entreprise ;
- ✓ ont vérifié et signé les décomptes mensuels accompagnés des pièces justificatives (ordre de service, attachements, caution, etc.) avant de les transmettre au Promoteur ;
- ✓ ont rendu compte de la marche du chantier par des rapports périodiques, établis conformément au modèle convenu avec le Promoteur ;
- ✓ ont convoqué et dirigé des réunions de chantier sur site ou à Antananarivo sur convocation du Promoteur et rédigé les procès-verbaux correspondants ;
- ✓ ont rendu compte par des rapports spéciaux des difficultés du chantier, des aléas techniques, des faits pouvant aboutir à des réclamations de l'entreprise etc. ;
- ✓ ont évalué à l'avance les éventuelles dérogations ou variantes demandées par le Titulaire des travaux, par rapport aux conditions contractuelles et, en analysant en détail les éventuels impacts techniques et financiers négatifs et positifs que ces demandes pourront engendrer ;
- ✓ ont suivi et vérifié l'évolution des quantités des travaux, la révision des prix et l'estimation du coût final du projet au fur et à mesure de l'avancement des travaux ;
- ✓ ont, le cas échéant, examiné les réclamations adressées par l'entreprise et ont conseillé le Promoteur, en veillant à défendre au mieux ses intérêts ;
- ✓ ont, d'une manière proactive, informé le Promoteur de toutes les situations ou événements qui pourraient avoir un impact négatif sur le projet;
- ✓ ont correctement reflété la situation actuelle du projet dans la documentation préparée, avec suffisamment de détails ;
- ✓ que l'expertise nécessaire a été recherchée et utilisée à temps pour résoudre tout problème technique et / ou contractuel.

Activité 4.2 : Concerne les activités des entreprises

En particulier le Consultant vérifiera que chacune des entreprises a respecté leur contrat, les Cahiers de Prescription Technique (CTP) et la bonne pratique internationale en général et en particulier:

- ✓ les moyens mis en œuvre par les entreprises (ressources humaines, équipements, moyens de contrôle, etc.) sont suffisants pour effectuer le projet dans les délais prévus et dans le respect de la méthodologie approuvée ;
- ✓ la concordance entre les quantités présentées dans les décomptes et les quantités effectivement observées sur le terrain, y inclus les terrassements, les épaisseurs et les surfaces des différentes couches de chaussée, les approvisionnements, etc. ;
- ✓ la concordance entre les qualités techniques prévues dans le contrat, les qualités annoncées et les qualités effectivement observées sur le terrain ;
- ✓ l'application correcte des prévisions contractuelle, telles que la formule de révision des prix ; les nouveaux prix unitaires établis sur base des sous-détails, etc ;
- ✓ l'application correcte des points d'arrêts fixés dans les marchés des travaux ;
- ✓ le respect des plans d'assurance de la qualité;

La qualité des travaux doit être déterminée par des examens visuels lors des visites sur site, des photos, des mesures et, surtout, par des essais in situ et en laboratoire d'échantillons prélevés sur des travaux achevés.

L'échantillonnage et les tests doivent être effectués de manière aléatoire, avec une fréquence d'environ un échantillon tous les deux km de section de route

Les soumissionnaires détailleront dans leur offre la méthode d'échantillonnage / test qu'ils entendent utiliser.

Les essais en laboratoire doivent être effectués dans un laboratoire spécialisé dans les essais concernés et dans le contrôle de la qualité en dehors de la République de Madagascar.

Les laboratoires proposés doivent être certifiés pour l'exécution des tests correspondants. Les laboratoires doivent être indépendants et libres de tout conflit d'intérêts dans les responsabilités qui leur sont conférées. La sélection finale des laboratoires devra être approuvée par la BEI pendant la phase de démarrage. Tout changement de laboratoire devra être approuvé par la BEI.

Les méthodes d'essai doivent être basées sur les spécifications et les normes fournies dans les marchés de travaux pour lesquels les essais doivent être réalisés (voir annexe 3). Les tests doivent couvrir l'ensemble des paramètres pouvant être raisonnablement testés ex-post. Les travaux suivants devraient notamment être testés dans le cadre des audits concernant la qualité des travaux et des services :

- Couches d'asphalte
- Structures en béton
- Terrassement
- Les autres couches de chaussée
- Dispositifs de signalisation et sécurité routière

Activité 5 : Evaluation finale du projet

Le Consultant fera une évaluation finale du projet. L'évaluation finale comprendra à minima les éléments suivants :

- Évaluer la valeur ajoutée du financement de l'UE, en particulier l'élément de la subvention¹ : par ex. rend le projet possible à réaliser, mais aussi l'accélère, le rend plus conforme aux normes environnementales, sociales et aux normes similaires, améliore les différentes caractéristiques / qualité du projet, ou augmente la taille du projet;
- Résumer dans un tableau les éventuelles difficultés qui ont affecté le démarrage des activités avant l'attribution des marchés des travaux et de service, les éventuels retards des travaux dus à des difficultés ou défaillances remarquées pendant l'exécution des travaux et pendant les délais de garantie des travaux.
- Évaluer dans quelle mesure les réformes des politiques sectorielles ont affecté le projet;
- Évaluer dans quelle mesure le projet, grâce au dialogue politique de l'UE, a eu un impact plus large sur l'environnement politique, ainsi que dans quelle mesure le dialogue politique de l'UE a renforcé les résultats du projet;
- Évaluer l'impact global, dans la mesure du possible, tout en reconnaissant que l'impact sur l'économie au sens large / la société au-delà des personnes directement touchées par le projet devrait normalement se matérialiser à plus long terme;
- Déterminer les valeurs des indicateurs du projet (cf. Annexe 4)

Résumé des livrables attendus :

Activité 1 : Rapports trimestriels sur la mise en œuvre du PRI (4 rapports d'audit au total)

Activité 2, 3 et 4 : Rapports d'audit périodiques (6 rapports d'audit au total)

Activité 5 : Rapport d'évaluation finale.

4.2 Gestion de l'opération

4.2.1 Organe chargé de la gestion de l'opération

La Banque européenne d'Investissement, au travers de sa division Sélection des Consultants et Gestions des Contrats (CPCM) agira en qualité de pouvoir adjudicateur et sera responsable de la gestion de ce contrat.

4.2.2 Structure de gestion

Pouvoir adjudicateur

¹ la mesure dans laquelle le financement de l'UE a généré des investissements pour le projet qui, autrement, n'auraient pas eu lieu ou avec des conditions moins avantageuses ou plus tard.

Au sein de la Banque européenne d'investissement, la Direction des projets (PJ) et la Direction Gestion et Restructuration des Transactions (TMR), sont chargées de la gestion et du suivi technique du marché. La Division Sélection des Consultants et Gestions des Contrats (CPCM) est responsable des questions contractuelles et administratives.

Promoteur

Le Promoteur est l'Agence Routière (AR) et son Directeur Général en est le responsable.

L'unité de gestion de l'AR pour suivre ce projet sera dirigée par le DG de l'AR assisté de son Directeur Technique qui sera l'ingénieur en chef du projet. Il fera appel aux services du responsable environnement et de ses services pour les expropriations et l'environnement.

Consultant

Le Consultant doit désigner, au sein du personnel de son siège, un directeur qui sera investi de l'autorité requise pour signer le contrat, engager les ressources nécessaires et assumer la responsabilité globale du travail réalisé par l'équipe de Consultants.

Le directeur de l'opération **d'Assistance/ Audit Technique** doit avoir au moins dix ans d'expérience à un poste de responsabilité, et parler couramment le français (CV exigé).

Délégation de l'Union européenne

Le Consultant devra également entrer en contact avec la Délégation de l'Union Européenne dans le pays partenaire. Les dispositions et les procédures relatives à ces contacts seront étudiées avec le pouvoir adjudicateur en début de mission.

4.2.3 Moyens à mettre à disposition par le pouvoir adjudicateur et/ou d'autres intervenants

Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur fournira au contractant, s'il en fait la demande, toutes les informations pertinentes dont il dispose au sujet de l'opération **d'Assistance/ Audit Technique** et qui ne sont pas couvertes par des accords de confidentialité ; en outre, il coopérera sans réserve avec le Consultant pour l'obtention des meilleurs résultats possibles.

Promoteur

Le Promoteur s'engage à ce que ses collaborateurs coopèrent en toute occasion avec la Banque et le Consultant pour **la fourniture de l'opération d'Assistance / Audit Technique**. Le Promoteur fournira sans délai au Consultant les informations et les documents qui sont à sa disposition et qui peuvent être pertinents et nécessaires pour **l'assistance/ audit technique**. Ces documents seront rendus au Promoteur à la fin de l'opération **d'assistance/ Audit Technique**.

Le Consultant peut s'adresser au Promoteur pour obtenir le texte des lois, réglementations et informations locales pouvant avoir une incidence sur les obligations qui lui incombent au titre du marché de services dans le pays où les prestations doivent être fournies.

Le Consultant peut être exempté de taxes directes et indirectes à Madagascar du fait du financement du projet par les fonds de la Commission Européenne. Le Consultant devrait vérifier que cette exemption de taxes s'applique à ses activités avec le Gouvernement de Madagascar. La BEI n'a pas d'influence sur ce sujet.

La BEI bénéficie d'exemption de TVA sur ses achats dans les Etats Membres de l'Union Européenne. Ainsi, les activités du Consultant effectuées à l'intérieur de l'Union Européenne (par exemple, son bureau central) peuvent-être exemptes de TVA.

Sous réserve des dispositions de la législation et de la réglementation nationales relatives aux travailleurs étrangers, le Promoteur met tout en œuvre pour que les collaborateurs du Consultant et les personnes à leur charge obtiennent les visas et autorisations requises, y compris les permis de travail et de séjour.

5. LOGISTIQUE ET CALENDRIER

5.1 Lieu du projet

Le Consultant recevra régulièrement les rapports d'avancement du projet qui lui seront transmis par le Promoteur. Au début de chaque mission, les experts devront rencontrer le Promoteur, pour une réunion de briefing concernant l'avancement du projet et les éventuelles difficultés rencontrées.

Le Consultant devra se rendre, par ses propres moyens, sur les deux chantiers routiers situés sur la **RNP 6** entre Ambanja et Antsiranana (Diego-Suarez) ainsi que sur la **RNS 13** entre Taolagnaro (Fort Dauphin) et Ambovombe pour effectuer leur mission d'audit.

Au retour des visites de terrain et avant la fin de ~~la~~ **chaque** mission le Consultant fera une réunion de restitution avec le Promoteur. Concernant la BEI, les restitutions, avant soumission des rapports, seront réalisées par transmission de mails qui reprendront succinctement les problèmes rencontrés ainsi que par une communication téléphonique si nécessaire.

Si les zones des chantiers ne figurent pas dans les principales zones d'insécurité à Madagascar à l'heure à laquelle des termes de référence ont été publiés, des problèmes ne peuvent être exclus. Il appartiendra au Consultant de prendre des mesures nécessaires pour assurer la sécurité de ses experts. Les soumissionnaires devront décrire dans leur offre les mesures qu'ils prendront pour assurer la sécurité de leurs experts. Les frais relatifs à ces mesures devront être inclus dans les offres financières des soumissionnaires. Les mesures de sécurité devront être adaptées tout au long de la mission pour répondre à l'évolution du contexte sécuritaire. La BEI ne sera pas tenue responsable de tout manquement aux procédures de sécurité en place et aux mesures de sécurité nécessaires pour réduire le risque.

5.2 Date de début et période mise en œuvre

La date prévue pour le début du projet est fixée en avril 2020, pour une durée de 48 mois à partir de cette date. La durée globale de la mission ainsi que le nombre et / ou la fréquence des audits peuvent être modifiés afin de refléter l'avancement réel du projet. Se reporter aux articles 4 et 5 des conditions particulières pour la date de début réelle et la période de mise en œuvre.

6. BESOINS

6.1 Ressources humaines

Le Consultant doit fournir les ressources humaines appropriées (en terme d'expertise et de durée), afin d'achever efficacement toutes les activités requises et d'atteindre les objectifs généraux et particuliers de son contrat en terme de temps, coûts et qualités.

Le Consultant est libre de fournir l'équipe qu'il considère la plus appropriée pour la mise en œuvre des services requis, en plus des positions principales présentées ci-dessous. Il est à noter que les fonctionnaires et autres employés des administrations publiques du pays bénéficiaire ne peuvent être recrutés en qualité d'experts, à moins que le pouvoir adjudicateur, se prononçant au cas par cas, n'en ait préalablement donné l'accord écrit.

La justification doit figurer dans l'offre. Elle doit comporter une explication relative à la valeur ajoutée apportée par l'expert concerné ainsi que la preuve de son détachement ou de son congé pour raisons personnelles.

Tous les experts doivent être indépendants et n'avoir aucun conflit d'intérêt dans les responsabilités qui leur incombent.

6.1.1 Experts principaux

Expert principal 1: Ingénieur routier, Chef de Mission

Qualifications et compétences

- Diplôme d'Ingénieur (Bac + 5 ou Master) Génie civil ou Travaux Publics ou équivalent ;
- Très bonne connaissance du français lu, écrit et parlé ; l'anglais serait un plus.
- Maîtrise de MS Word, Excel ou équivalent

Expérience professionnelle générale

- 10 ans d'expérience professionnelle dans la conception, supervision ou construction de projets routiers
- 5 ans d'expérience à l'international (expérience internationale signifie en dehors du pays d'origine ou de résidence principale de l'expert);

Expérience professionnelle spécifique

- Expérience comme chef de mission de 3 audits de projets d'infrastructures ;
- Une expérience en Afrique sub-saharienne serait un avantage.

Expert principal 2 : Expert environnemental

Qualifications et compétences

- Diplôme universitaire (Bac + 5 ou Master) spécialisé dans le domaine des sciences ou ingénierie environnementale ou une autre spécialité pertinente pour la présente mission;
- Très bonne connaissance du français lu, écrit et parlé ;
- Maîtrise de MS Word, Excel ou équivalent

Expérience professionnelle générale

- 10 ans d'expérience dans le secteur de l'environnement, en lien avec des projets d'infrastructure ;
- Une expérience à l'international, c'est-à-dire une expérience en dehors du pays d'origine ou de résidence principale de l'expert, serait appréciée.

Expérience professionnelle spécifique

- 5 ans d'expérience dans la préparation et/ou la mise en œuvre de mesures de protection de l'environnement liées à des projets d'infrastructure financés par des bailleurs de fonds internationaux;
- une expérience en Afrique subsaharienne ;
- Une expérience de suivi ou d'audit environnemental serait appréciée.

Expert principal 3 : Expert en aspects sociaux

Qualifications et compétences

- Diplôme universitaire (Bac + 5 ou Master) spécialisé dans le domaine des sciences sociales ou une autre spécialité pertinente pour la présente mission ;
- Très bonne connaissance du français lu, écrit et parlé ;
- La connaissance de la langue malgache serait un plus ;
- Maîtrise de MS Word, Excel ou équivalent

Expérience professionnelle générale

- 10 ans d'expérience dans des activités relatives au développement social;

Expérience professionnelle spécifique

- 3 ans d'expérience dans le domaine de la gestion des expropriations et des réinstallations pour des projets d'infrastructure dont 2 projets en Afrique sub-saharienne au cours des 5 dernières années.

Dans leurs offres, les soumissionnaires devront fournir une estimation du nombre de jours de travail pour chaque expert principal.

6.1.2 Experts non principaux (auditeurs ponctuels)

Les curriculums vitae des experts autres que les experts principaux ne doivent pas être inclus dans les offres mais le soumissionnaire devra démontrer qu'il a accès à des experts ayant les profils requis.

Le Consultant choisit et engage d'autres experts en fonction des termes de référence, de l'organisation et méthodologie et des besoins. Les procédures suivies par le Consultant pour le recrutement des autres experts doivent être transparentes et reposer sur des critères définis au préalable notamment les qualifications professionnelles, les compétences linguistiques et l'expérience professionnelle.

Dans leurs offres, les soumissionnaires devront préciser les profils qu'ils comptent mobiliser pendant la mise en œuvre de l'opération (par exemple expert en ouvrage d'art, géotechnicien, topographe/mètreur, etc); ainsi qu'une estimation du nombre de jours de travail pour chaque profil et une estimation du nombre de jours de travail totaux pour les experts non principaux.

6.1.3 Personnel de soutien et appui technique

Le Consultant fournit tout le personnel d'exécution (administrateurs, secrétaires et interprètes ; aide du siège, chauffeurs, etc) dont il a besoin pour s'acquitter de ses obligations contractuelles. Le coût de ce personnel est compris dans l'offre financière.

Le coût des services d'appui que sont la logistique et le support de gestion (y compris l'activité du directeur et du coordinateur de l'opération **d'assistance/ Audit Technique** désigné par le Consultant) est compris dans l'offre financière.

L'offre soumise par le Consultant doit décrire les modalités relatives à la fourniture de personnel de soutien et aux services d'appui.

Veillez noter que le personnel d'appui technique et de soutien ne peut pas être assigné en tant qu'expert qu'il soit long terme ou court terme, s'il maintient sa fonction initiale. Les deux responsabilités doivent être maintenues séparément et la double budgétisation doit être évitée dans le cadre du projet.

6.2 Voyages et coûts annexes

Les transports internationaux (y compris la mobilisation et la démobilisation) et locaux et les coûts associés (véhicules y compris les chauffeurs, le cas échéant, les per diem etc...) des experts principaux et des autres experts devront être inclus dans l'offre financière des soumissionnaires.

6.3 Bureaux

Le Promoteur mettra à la disposition du Consultant un bureau meublé sur les chantiers (mission de contrôle ou salle de réunion) et un bureau de passage au siège du Promoteur.

Les dépenses connexes (accès internet, téléphone, etc) seront couvertes par le Consultant et devront être incluses dans l'offre financière des soumissionnaires.

6.4 Installations et équipement mis à disposition par le Consultant

Les coûts des installations et des équipements doivent être inclus dans l'offre financière des soumissionnaires. Le Consultant doit veiller à ce que les experts disposent du matériel nécessaire et de ressources satisfaisantes, notamment en matière d'administration, de secrétariat et d'interprétation, pour pouvoir se consacrer pleinement à leur mission. Il doit également transférer les fonds nécessaires au financement des activités prévues au titre du marché et s'assurer que le personnel soit rémunéré régulièrement et en temps voulu.

Le Consultant devra équiper correctement ses experts en équipements de bureautique (imprimante, photocopieur, ordinateurs de bureau, **appareils photos numériques** etc.). Le matériel acheté par le Consultant restera sa propriété à l'achèvement du projet. Les coûts associés devront être compris dans l'offre financière.

Tous les experts devront être munis de l'équipement dont ils auront besoin pour remplir leur mission. Les experts arriveront avec le matériel spécifique qui leur sera nécessaire pour effectuer leur mission ; par exemple le Topographe/mètreur viendra avec son propre matériel (station totale ou son équipement GPS etc.). Le matériel acheté par le Consultant restera sa propriété à l'achèvement du projet. Les coûts associés devront être compris dans l'offre financière.

6.5 Bien d'équipement

Aucun bien d'équipement ne sera acheté pour le compte du pouvoir adjudicateur/du pays partenaire au titre du présent marché de services ni transféré au pouvoir adjudicateur/au Promoteur à la fin du contrat. Tout bien d'équipement qui devra être acheté par le Promoteur pour les besoins du marché fera l'objet d'une procédure d'appel d'offres de fournitures distincte.

7. RAPPORTS ET LIVRABLES

7.1 Rapports obligatoires

Le Consultant soumettra les rapports d'activités suivants:

Intitulé du rapport	Délai de soumission
Rapport de démarrage	Au plus tard 45 jours après le démarrage
Rapports sur la mise en œuvre du PRI	Trimestriels pendant le processus d'expropriation (4 rapports d'audit au total qui devront être soumis respectivement en mai, août, novembre 2020 et février 2021.
Rapport d'audit périodique	Semi-annuel (6 rapports d'audit au total entre mai 2020 et Novembre 2022)
Rapport d'évaluation finale du projet	Un mois avant la fin du projet d'investissement (y compris la période de garantie et les décomptes finaux)
Rapport d'activités final	Au plus tard un mois avant la fin du contrat.

- **Rapport de démarrage.** Le Consultant doit indiquer dans le rapport les premières constatations, les progrès enregistrés dans la ~~collection~~ **collecte** des données, les difficultés rencontrées et/ou prévues en complément au programme de travail et la mobilisation du personnel.

Il confirme les buts poursuivis par le présent contrat. Si des modifications quelconques du cahier des charges original sont proposées parce que les conditions sur place ne sont pas exactement celles prévues, ces modifications doivent faire l'objet d'une discussion avec le pouvoir adjudicateur et le Promoteur, qui devront donner leur accord de principe avant la présentation du rapport.

Ce rapport décrira:

- les modalités de mise en place envisagées par le consultant ;
- le personnel qu'il utilisera ;

- la proposition du/des laboratoire(s) qui sera/seront utilisé pour les essais ;
- la démarche qu'il propose pour la réalisation du projet, compte tenu de la situation constatée au début de la mission ;
- un programme de travail détaillé indiquant les activités qui seront conduites jusqu'à l'achèvement de l'opération d'audits. Les livrables contractuels attendus, qui sont mentionnés dans le cahier des charges, doivent être clairement désignés, ainsi que les jalons éventuels, les moyens à mettre en œuvre (ressources humaines et autres) étant à confirmer par les contreparties bénéficiaires ;
- les trames de livrables (rapport d'audit du PRI, rapport d'audit technique, rapport d'évaluation finale).

• **Rapports sur la mise en œuvre du PRI**

Ces rapports couvriront l'activité 1. Chaque rapport devra inclure :

- une brève description des emplacements/communes qui font l'objet de l'audit;
- un résumé des activités entreprises par le Consultant pour réaliser l'audit ;
- l'évaluation du processus de mise en œuvre du PRI (processus et indicateurs de résultat);
- description de la conformité avec la documentation sociale du projet;
- des plans d'actions pour la mise en œuvre de mesures correctives (si nécessaire) et recommandations ;
- un suivi de la mise en œuvre des mesures correctives recommandées dans les rapports précédents, le cas échéant.
- Les rapports doivent contenir, selon le cas, des annexes détaillant :
 - o les documents consultés,
 - o une liste des personnes rencontrées dans le cadre de la mission ;
 - o les notes des entretiens avec des personnes affectées par le projet (PAPs)
 - o tout autre document permettant de comprendre les problèmes soulevés et les solutions préconisées.

Le dernier rapport du PRI, qui doit être réalisé dans les six mois suivant l'achèvement du processus de mise en œuvre du PAR, devrait inclure:

- une évaluation globale du processus de mise en œuvre du PRI;
- évaluation des résultats de la réinstallation;
- la mise en œuvre des plans d'actions de mesures correctives préconisées dans les rapports d'audit précédents, le cas échéant ;
- enseignements tirés et bonnes pratiques.

• **Rapports d'audit périodiques**

Chaque rapport d'audit périodique couvrira les activités 2, 3 et 4 (avec l'exception du premier rapport qui couvrira uniquement l'activité 3) et devra inclure :

- une brève description des sections de route auditées, y compris l'emplacement, la longueur, et la description des travaux qui font l'objet de l'audit en cause (à l'exception du premier rapport);
- un résumé des activités entreprises par le Consultant pour réaliser l'audit en cause ;
- un résumé des principaux résultats de l'audit (observations et recommandations) ;
- une évaluation globale de la performance du projet et des structures de mise en œuvre;
- Principales faiblesses observées au cours de l'audit, leurs racines et les mesures proposées pour les corriger. Un plan d'action pour la mise en œuvre et le suivi des mesures correctives devrait être préparé sous forme de tableau ;
- des commentaires sur la qualité des travaux et des services, y compris un résumé de l'échantillon recueilli et les résultats des mesures et des essais en laboratoire des échantillons (à l'exception du premier rapport);
- Examen de la mise en œuvre des mesures correctives recommandées dans les rapports précédents, le cas échéant (à l'exception du premier rapport);
- Tout facteur exogène ayant une incidence sur la mise en œuvre du projet, par exemple les qualifications des entrepreneurs, des fournisseurs et des Consultants, les procédures des donateurs, le financement, etc ;

- Toute autre question jugée pertinente par le Consultant. Le Consultant est spécialement prié de signaler toute situation indiquant la probabilité que des pratiques frauduleuses ou corrompues² soient présentes à tout moment de l'exécution du Projet ;
- Les rapports doivent contenir, selon le cas, des annexes détaillant :
 - o les documents consultés,
 - o les échantillons recueillis et leur emplacement,
 - o les résultats détaillés des mesures et des tests de laboratoire,
 - o une liste des personnes rencontrées dans le cadre de la mission ;
 - o tout autre document permettant de comprendre les problèmes soulevés et des solutions préconisées.
- **Le rapport d'évaluation finale du Projet** couvrira l'activité 5 et devra inclure :
 - une courte présentation des résultats, des avantages directs et indirects du projet, ainsi que l'existence de toute réforme sectorielle associée au projet;
 - une évaluation de la contribution du financement de l'UE à la réalisation de ces résultats;
 - les valeurs des indicateurs du projet, y compris une description de la méthodologie utilisée pour les déterminer et justifications en cas de déviations;
 - une évaluation de l'impact du dialogue politique de l'UE sur les résultats et la durabilité du projet
- **Projet de rapport final - Ce rapport sera soumis au plus tard un mois avant la fin** de la période de mise en œuvre du contrat. Il contient une section descriptive et doit notamment :
 - décrire le stade d'avancement global du projet, avec une étude critique des principaux problèmes ayant pu survenir pendant sa réalisation ;
 - présenter les recommandations éventuelles du Consultant pour améliorer la conception et la réalisation d'activités similaires futures.

Le rapport décrira de façon suffisamment détaillées les différentes options pour permettre une prise de décisions éclairée sur les recommandations faites. Les analyses détaillées sur lesquelles se basent les recommandations seront présentées en annexe du rapport principal.

Rapport final avec les mêmes spécifications que le projet de rapport final, incluant tous les commentaires sur le projet de rapport, reçus des parties concernées. Le rapport final sera fourni au plus tard 10 jours après l'approbation du projet de rapport final.

Tous les rapports seront correctement présentés et rédigés dans un français courant, concis et clair. L'origine des fichiers devra apparaître clairement dans l'en-tête ou le bas de page. Une liste des interlocuteurs clés devra figurer dans les rapports. La page de titre devra mentionner l'intitulé du projet, son code ou sa référence, le titre du rapport, sa date de publication, la période couverte ainsi que le nom et l'adresse du consultant.

Les rapports d'audit périodique, les rapports sur la mise en œuvre du PRI et le rapport d'évaluation finale serviront de base aux paiements. Deux fois par an maximum, la/les facture(s) correspondante(s) devront être soumises une fois le(s) rapport(s) approuvé(s) par la BEI. La /les facture(s) devra/devront comprendre une ventilation des prestations, à savoir le coût du/des rapports facturés et le coût des échantillons prélevés et analysés dans le cadre de la mission d'audit (le coût des échantillons dépendra de leur nombre). La facture ne doit être envoyée qu'une fois le(s) rapport(s) respectif(s) approuvé(s) par l'Autorité Contractante. Lorsque 80% du montant du contrat a été payé (préfinancement et paiements intermédiaires), les montants dus au contractant sont déduits du paiement de préfinancement jusqu'à son remboursement complet, avant d'effectuer tout paiement supplémentaire. Les derniers 10% de la valeur maximale du contrat seront retenus et payés après approbation du rapport d'activités final.

7.2 Présentation et approbation des rapports

Les rapports seront soumis par voie électronique.

L'approbation de ces rapports incombe au pouvoir adjudicateur après consultation avec le Promoteur. Le Consultant doit informer le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les rapports ont été transmis aux autres destinataires. Veuillez noter que le Promoteur fournira des commentaires sur chaque rapport reçu dans les quinze jours calendaires après leur soumission. Le Promoteur peut

² Voir Politique antifraude de la BEI :

https://www.eib.org/attachments/strategies/anti_fraud_policy_20130917_fr.pdf

demander une extension d'une semaine au plus. Après cette période, la BEI estimera que le Promoteur n'a pas de commentaires sur le rapport.

Au sujet des procédures et délais applicables pour l'approbation des rapports, se reporter à l'article 27.2 des conditions générales.

La version provisoire (projet) des documents indiqués dans cette section doit être envoyée par courrier électronique aux personnes de contact qui seront mentionnées au cours de la réunion de démarrage.

Après avoir pris connaissance des observations et avant de présenter officiellement la version définitive, le Consultant enverra à ces mêmes contacts la version révisée faisant apparaître les modifications apportées. Une fois le document validé par la BEI, la version finale sera diffusée comme suit :

- une version électronique au chargé d'opération de la Division Sélection des Consultants et Gestion des Contrats.
- une version électronique pour le Promoteur.
- une version électronique pour la DUE.
- **une version électronique à l'Assistance technique en appui au Maître de l'Ouvrage délégué**

7.3 Exigences de visibilité

Le Consultant s'efforcera de faire de la publicité aux activités réalisées et de souligner la participation de l'Union européenne au programme. Il se conformera aux lignes directrices du Manuel de communication et de visibilité de l'UE pour les actions extérieures, qui s'appliquent à toutes les informations et matériels publicitaires pouvant servir pendant la durée du contrat. Le Manuel est disponible au format électronique à l'adresse Internet :

https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/visibility-requirements_fr.pdf

Les règles d'identité visuelle contenues dans ce document ne sont applicables qu'en relation avec l'exécution du présent contrat.

Le Consultant doit également se conformer au manuel d'utilisateur du logo de la BEI.



EIB_logo_UserGuide.
pdf

L'opération **d'assistance/ audit** technique est financée au titre de l'accord de Cotonou. Afin d'assurer la visibilité, le logo de la BEI et le drapeau de l'UE doivent figurer sur la page de couverture des rapports établis dans le cadre du contrat d'**assistance/ audit technique**. LE LOGO DE LA BEI NE DOIT PAS ETRE UTILISE A D'AUTRES FINS.

Afin d'assurer la visibilité de l'Accord de partenariat de Cotonou, la mention suivante devra figurer dans les rapports :

« La présente opération est financée dans le cadre de l'Accord de partenariat de Cotonou. Cet accord prévoit des aides non remboursables pour appuyer l'activité d'investissement que la BEI déploie dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. »

La déclaration suivante devra également être reprise :

« Les auteurs assument l'entière responsabilité du contenu du présent rapport. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement l'avis de l'Union Européenne ni celui de la Banque européenne d'investissement. »

8. SUIVI ET ÉVALUATION

Les indicateurs de progrès en Annexe 4 devront être suivis et évalués par le Consultant au cours du projet et à son achèvement. Chaque rapport devra inclure un suivi de ces indicateurs.

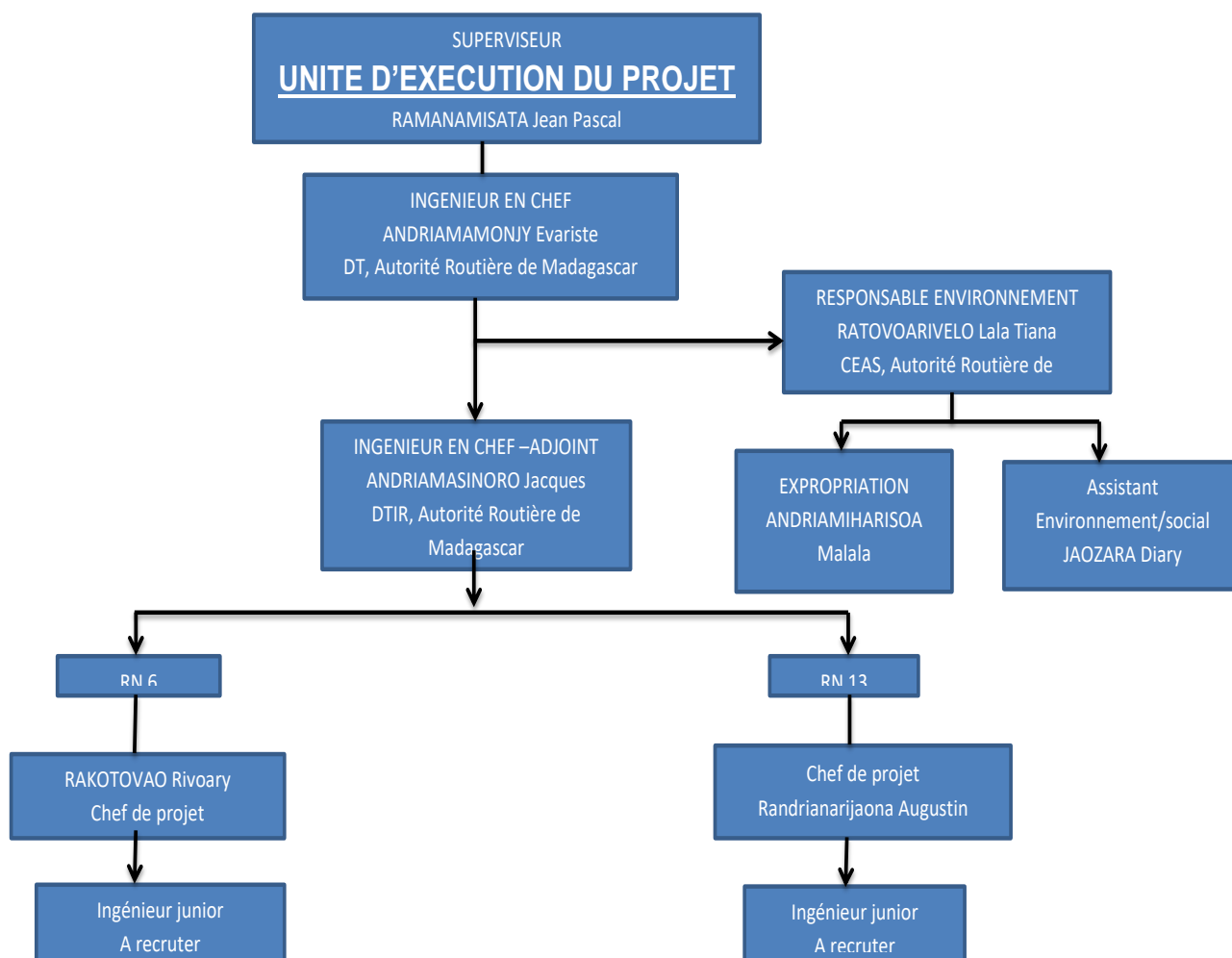
9. ANNEXES

ANNEXE 1 – Structure de gestion du projet

ANNEXE 2 – Calendrier estimatif d'exécution du projet

ANNEXE 3 – Cahier des prescriptions techniques – exemple

ANNEXE 1 – STRUCTURE DE GESTION DU PROJET



ANNEXE 4 – INDICATEURS DU PROJET

Indicateur		Unités	Valeur de base (X)	Valeur attendue après le projet (Y)	Résultat espéré (=Y-X)
			(2017)	(2021)	
Production standard					
- Longueur des routes nouvelles ou améliorées	RNP 6	km	0	234	234
	RNS 13			114	114
	Total		0	348	348
Résultats standard					
- Utilisateurs de routes nouvelles ou améliorées	RNP 6	TMJA	1,000	1,396	396
		% Poids lourds	24%	24%	-
	RNS 13	TMJA	575	732	157
		%Poids lourds	24%	24%	-
	Total	TMJA	1,575	2,128	553
		% Poids lourds	24%	24%	-
Indicateurs spécifiques au projet					
- Taux de rentabilité économique (TRE)	RNP 6	%	0	9%	
	RNS 13		0	13%	
	Total		0	10%	
- Vies épargnées sur les routes		Vies/an	0	1	1
- Gain de temps	RNP 6	Million h/an	0	2.51	2.51
	RNS 13		0	1.73	1.73
	Total		0	4.24	4.24
- Économies sur les coûts d'exploitation des véhicules	RNP 6	MEuro/an	0	1.35	1.35
	RNS 13		0	0.71	0.71
	Total		0	2.07	2.07
Indicateurs intersectoriels					
Nombre total de bénéficiaires	RNP 6	#	205,000	-	
	RNS 13		220,000	-	
	Total		425,000	-	
Nombre total de bénéficiaires vivant sous le seuil de pauvreté	RNP 6	# (et/ou %)	54%		
	RNS 13		-		
	Total		-		
Impact sur les émissions de gaz à effet de serre	RNP 6	kt eqCo2/an	0	-3	-3
	RNS 13		0	-8	-8
	Total		0	-11	-11
Emplois directs: phase de construction		# (ETP)	0	59,000	59,000
Emplois directs: exploitation et maintenance		# (ETP)	0	0	0